



# Communiqués de Presse



N°: 5/2008

Ouagadougou, 18 janvier 2008

## **LES DIRIGEANTS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST APPROUVENT LE CADRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE AU COURS DU SOMMET DE OUAGADOUGOU**

A l'issue de leur 33e Sommet ordinaire tenu à Ouagadougou le 18 janvier 2008, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont montré leur détermination à combattre la pauvreté qui sévit dans la région en adoptant un document de stratégie de réduction de la pauvreté.

Ce document de stratégie qui propose des initiatives et des programmes à entreprendre à différents niveaux, sera mis en œuvre, en complément des stratégies existant dans les Etats membres, en vue d'assurer une certaine efficacité et une cohésion au niveau régional.

Dans un souci de faciliter l'accès à des données de qualité pour la planification économique et le développement dans la région, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont également approuvé la mise en place d'un fonds de soutien au développement des statistiques. Ce fonds permettra à la région de financer les différents programmes de développement des statistiques, le renforcement des capacités des Etats membres et de la Commission ainsi que les institutions de formation de la région.

Le Sommet a également adopté l'Approche Commune sur les Migrations qui est un mécanisme régional pour relever les défis de la mobilité intra- communautaire et l'émigration vers les pays tiers. Ce mécanisme prend en compte les dimensions régionales des migrations, notamment le développement des points de départ des migrants et la formulation d'une stratégie régionale de planification du territoire.

Ils ont, en outre, créé un comité ministériel Adhoc chargé des migrations et exhorté les Etats membres à prendre les dispositions nécessaires pour lever tous les obstacles à la mobilité intracommunautaire des citoyens de la région.

Dans le secteur de l'énergie, le Sommet a entériné le plan d'urgence pour la sécurité de la fourniture d'énergie et proposé que des sources alternatives d'énergie soient explorées pour permettre à la région de faire face, dans les meilleurs délais, aux pénuries que connaissent les zones rurales en particulier. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont donné leur accord pour qu'un programme spécial d'énergie soit élaboré pour le Cap-Vert en raison de sa situation insulaire.

Le Sommet a passé en revue la productivité et la gestion agricole de la région et entériné un plan d'action quinquennal pour le développement et le déploiement de la biotechnologie et de la biosécurité afin d'améliorer la productivité agricole et la compétitivité de l'agriculture régionale et d'assurer la gestion durable des ressources génétiques de la région.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont également lancé un appel à l'amélioration de la gestion des ressources en eau de la région comme moyen de renforcer la production agricole et de combattre la désertification.

Ils ont noté l'utilisation accrue de la région comme point de transit des drogues et invité la Commission à poursuivre ses efforts pour mettre un terme à ce commerce avec la collaboration des autres partenaires ; ils ont indiqué que cette action s'avère nécessaire en raison du danger potentiel que constitue ce trafic pour l'économie et le tissu social de la région.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont également entériné la mise en place de l'Equipe d'Intervention d'Urgence de la CEDEAO (EIUC) pour faciliter l'intervention rapide de la CEDEAO dans les situations d'urgence et lors de catastrophes naturelles.

En ce qui concerne la question de l'Accord de Partenariat Economique (APE) qui est en cours de négociation avec l'Union Européenne, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont réaffirmé leur engagement à continuer de négocier en bloc et chargé la Commission de la CEDEAO de convoquer une réunion des Etats membres afin d'élaborer un cadre approprié sur les APE. Cette réunion fera également des propositions relatives aux questions en suspens concernant l'introduction d'un Tarif Extérieur Commun (TEC) régional. Ils ont également rappelé que l'accord doit contribuer à la réalisation des objectifs d'intégration, au renforcement du développement régional, de la création d'emploi et de la prise en compte des préoccupations de développement de la région.

Ils ont, en outre, exhorté la Commission de la CEDEAO à prendre des mesures pour régler les questions restantes et veiller à ce que les accords intérimaires déjà signés par certains Etats membres soient en cohérence avec le cadre d'intégration régionale.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont entériné le Plan d'Action issu du premier Forum des Hommes d'Affaires de la CEDEAO; forum qui vise à assurer une participation plus grande du secteur privé de l'Afrique de l'ouest à l'intégration régionale. Ils ont, en outre, exhorté les Etats membres à encourager des partenariats stratégiques avec ce secteur et à créer l'environnement propice à son essor.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont également débattu des questions de paix et de sécurité et se sont félicités des progrès accomplis dans ces domaines. S'agissant de la situation spécifique de la Côte d'Ivoire, ils ont rendu un hommage appuyé au Président Blaise Compaoré pour les inlassables efforts qu'il a déployés en vue de restaurer une paix durable dans ce pays.

Ils ont, en outre, exprimé l'espoir que des élections crédibles et transparentes seront organisées en 2008 dans ce pays.

S'agissant de la Guinée, ils ont salué la création d'une Commission Electorale Indépendante et réaffirmé leur confiance dans l'accord du 27 janvier 2007 qui constitue la base d'une stabilité politique durable dans ce pays. Ils ont, en outre, exhorté tous les acteurs à demeurer engagés à l'organisation d'élections transparentes, libres et équitables en 2008.

Le Sommet a entériné la proposition faite par les Chefs d'Etat du Mali et du Niger d'organiser une conférence sur la situation dans la région du sahel/sahara. Cette conférence contribuera à réduire les tensions dans cette partie de la région et permettra de débattre des questions liées à la sécurité, à la circulation des armes légères, au trafic des drogues et aux besoins de développement des populations.

La Conférence a approuvé la création d'un Institut Ouest Africain sur l'Intégration régionale qui sera basé au Cape Vert et qui sera chargé de promouvoir la recherche sur l'intégration régionale et le dialogue social.

La Conférence a salué le message de grande portée livré par le Frère leader Mouammar Al KHADAFI au regard des ambitions et des aspirations fondamentales des peuples africains. Elle a exprimé sa profonde gratitude à l'illustre panafricaniste. La Conférence l'a rassuré de son attachement aux idéaux d'un continent uni et prospère.

Les Chefs d'Etat ont souhaité bonne chance aux équipes de football de la CEDEAO participant à la Coupe des Nations et exprimé l'espoir que l'une de ces équipes remporte le trophée.

Le Sommet a ré-élu le Président Compaoré Président de la Conférence de la CEDEAO pour un second mandat.